

II – Les relations extérieures du Québec

Hélène Galarneau

Volume 17, numéro 3, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702051ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702051ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Galarneau, H. (1986). II – Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 17(3), 660–671. <https://doi.org/10.7202/702051ar>

tion, qui sera de \$110,000 et versera également \$120,000 pour deux objets de ce programme. Le Canada augmentera également de 20 % sa contribution régulière à l'Institut international pour la planification de l'éducation qui sera de \$120,000 en 1986-1987 et allouera encore \$100,000 à un projet de formation de l'Institut.

20 mai:

Mme Monique Vézina annonce que le Canada versera \$14,8 millions au Groupe consultatif de la recherche agricole internationale pour l'année 1986-1987. Le Groupe compte trente-huit pays ainsi que des organisations internationales et des fondations qui subventionnent treize centres internationaux de recherche agricole, la majorité étant située dans les pays en développement. L'ACDI avait alloué \$13,5 millions au Groupe l'an dernier.

Conseils du ministère des Affaires extérieures aux membres du corps diplomatique

18 juin:

Le quotidien *Le Devoir* rapporte que les diplomates en poste au Canada ont reçu une lettre du ministère des Affaires extérieures leur demandant de ne pas publier ou distribuer d'informations considérées comme offensantes pour le Canada ou les pays avec lequel le Canada entretient des relations. Au ministère des Affaires extérieures, on affirme que des lettres de ce genre sont expédiées à intervalles réguliers depuis quelques années.

Conseiller spécial en placement à l'ambassade de Bonn

15 mai:

Le ministre du Commerce extérieur annonce la nomination d'un conseiller spécial en placement auprès de l'ambassade du Canada à Bonn. Des nominations semblables avaient déjà été faites pour les ambassades de Londres et de Tokyo et le ministre prévoit affecter bientôt d'autres conseillers en placement à Paris, à New York et dans une autre ville américaine.

Nominations diplomatiques

25 avril:

Le ministère des Affaires extérieures annonce que M. Christian Sarrazin sera le Consul général du Canada au nouveau consulat de Shanghai.

24 juin:

On apprend la nomination de M. Curtis Barlow au poste de directeur du Centre culturel canadien de Londres. M. Barlow succèdera en septembre à M. David Peacock.

II — Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1986)

A — Aperçu général

On apprenait en avril quelques-unes des mesures retenues dans le cadre de la restructuration du réseau des délégations du Québec à l'étranger rendue nécessaire par les coupures budgétaires de près de 20 % infligées au ministère des Relations internationales pour l'année 1986-87 et par la volonté du gouvernement libéral de réorienter l'action des délégations. C'est à l'occasion de l'étude des crédits de son ministère en commission parlementaire que le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, annonçait trois séries de mesures qui devraient permettre des réductions de dépenses d'environ \$3,1 millions: la fermeture de quelques délégations ou la redistribution des tâches entre certaines d'entre elles, le non

remplacement de conseillers à la fin de leur mandat et la refonte des fonctions existantes, et l'utilisation des missions canadiennes à l'étranger.

Les délégations de Caracas et de Port-au-Prince seront ainsi fermées, le Québec ne gardant au Venezuela et en Haïti qu'un représentant. Le Québec conservera un bureau à Bogota mais c'est la délégation générale de Mexico qui sera chargée de la direction des relations avec l'Amérique latine. Aux États-Unis, la délégation de La Fayette deviendra un bureau de coopération en éducation et l'on étudie la possibilité d'effectuer la spécialisation d'autres délégations du territoire américain. En Europe, la délégation de Düsseldorf se concentrera sur les activités commerciales, les autres fonctions qui y étaient exercées étant prises en charge par la délégation de Bruxelles, et les activités de la délégation de Milan, où sera cependant maintenu un bureau commercial, seront transférées au bureau de Rome. Au nombre des fonctions refondues, le poste de délégué aux affaires francophones et multilatérales exercé depuis Paris a été aboli et les fonctions qui y étaient rattachées confiées au délégué général en France. Enfin, le ministère envisage de recourir aux ressources des représentations diplomatiques canadiennes à l'étranger, pour y loger dans certains cas des représentants québécois et pour éviter une duplication des activités internationales du gouvernement canadien.

Le ministre des Relations internationales donnait encore lors de l'étude des crédits un aperçu des priorités de son ministère au cours des prochains mois. Il s'agit des relations avec les États francophones et de la préparation du deuxième Sommet francophone, des relations avec les États-Unis dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, du développement des relations avec « les organisations multilatérales les plus importantes », l'ONU, l'UNESCO, l'OCDE, et l'OIT, et du soutien aux objectifs gouvernementaux de croissance économique et d'établissement de la spécificité culturelle du Québec. M. Rémillard entend également faire de la ville de Québec une capitale internationale¹.

L'aide au développement demeure par ailleurs une préoccupation importante du ministère des Relations internationales. Le ministre Rémillard déclarait au cours d'une conférence internationale que le Québec entend dans ce domaine favoriser une plus grande concertation avec Ottawa pour qu'il puisse collaborer plus étroitement à l'élaboration de la politique canadienne d'aide au développement international².

Les événements du deuxième trimestre de 1986 illustrent bien les priorités actuelles du gouvernement du Québec sur la scène internationale, particulièrement en ce qui concerne l'énergie et la Francophonie. Le Premier ministre poursuivait son offensive en vue d'obtenir des contrats d'exportation d'énergie ferme à long terme avec les États de la Nouvelle-Angleterre et New York, la Conférence des Premiers ministres de l'Est du Canada et des Gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre ainsi que la visite du gouverneur Cuomo à Québec lui en fournissant des occasions de choix. La préparation du prochain Sommet francophone et le rapprochement avec les pays francophones d'Afrique étaient amorcés par le séjour en Afrique du ministre des Relations internationales. On remarquera par ailleurs la proposition québécoise présentée devant la Commission mondiale de l'environnement et du développement relative à l'adoption par la communauté internationale d'un code d'éthique environnemental.

1. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 24 avril 1986, p. 2; Lise LACHANCE, *Le Soleil*, 25 avril 1986, p. A-5; Introduction à l'étude des crédits en Commission parlementaire présentée par le ministre des Relations internationales le 23 avril 1986.

2. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 14 juin 1986, p. A4.

B — Questions économiques et commerciales

Le ministre des Finances présentait à l'Assemblée nationale le 1^{er} mai le budget de son gouvernement pour l'année 1986-1987. M. Gérard D. Lévesque annonçait des dépenses totales de \$28,5 milliards et des revenus de \$25,5 milliards, le déficit s'élevant à \$2,89 milliards pour 1986-1987, déficit réduit de \$257 millions par rapport à l'an dernier³.

Les consultations fédérales-provinciales se poursuivaient au printemps dans le but de définir les modalités de la participation des provinces aux négociations canado-américaines sur la libéralisation des échanges commerciaux. Cette question de la participation des provinces et surtout celle de l'application d'un éventuel accord dans l'ensemble des provinces inquiétait les États-Unis, et était soulevé au comité sénatorial des finances en avril. Le président Reagan assurait par la suite le comité qu'il faudrait « relever le défi de rendre exécutoires les termes de l'accord aux niveaux fédéral et provincial du Canada »⁴. Dans le but de trouver un compromis, le secrétaire d'État canadien aux Affaires extérieures rencontrait chacun des premiers ministres provinciaux⁵ et le Premier ministre Mulroney réunissait par la suite des homologues à Ottawa. Au cours de cette rencontre du 2 juin, les dirigeants fédéral et provinciaux se mirent d'accord pour se rencontrer tous les trois mois au cours des négociations afin de passer en revue les progrès accomplis et effectuer les ajustements nécessaires s'il y a lieu. Les provinces seront également partie à l'élaboration du processus de ratification de l'accord, suivant une formule qui reste à définir⁶.

Le ministre du Commerce extérieur et du développement technologique, M. Pierre MacDonald, précisait dans un article publié par *Le Devoir* les six grands principes qui guideront l'action du Québec au cours des négociations canado-américaines:

1. Le gouvernement du Québec prend « pour acquis que l'objectif de ces négociations ne consiste pas à créer une union douanière ou un marché commun mais plutôt à conclure une entente qui garantira et améliorera l'accès aux marchés des deux pays »;
2. il entend conserver la possibilité d'intervenir pour « travailler au renforcement de son tissu industriel et de sa base technologique »;
3. il exigera des programmes d'ajustement, des périodes de transitions et des clauses de sauvegarde de l'emploi et de la production intérieure pour certains secteurs industriels actuellement fortement protégés;
4. il ne fera aucun compromis touchant les lois, les programmes et les politiques des domaines sociaux, culturels et des communications qui « contribuent à la spécificité de la société québécoise »;
5. il entend participer pleinement à l'élaboration des mandats donnés aux négociateurs canadiens et être tenu au courant de l'évolution des négociations;
6. enfin, le gouvernement « se réserve le droit, au moment de la conclusion du processus de négociation, d'en faire une évaluation ultime en fonction de nos intérêts fondamentaux et de donner ou non notre approbation », ce que réitérait M. Bourassa à son arrivée à Ottawa en juin pour la rencontre des Premiers ministres⁷.

3. *Idem.*, 2 mai 1986, pp. 1 et 12.

4. *Le Devoir*, 29 avril 1986, pp. 1 et 8.

5. Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 25 avril 1986, pp. 1 et 8.

6. *The Globe and Mail*, 3 juin 1986, p. A1.

7. Pierre MACDONALD, *Le Devoir*, 24 mai 1986, p. A9; Bernard DESCÔTEAUX, *Le Devoir*, 3 juin 1986, p. 1.

C — La Francophonie

Une délégation québécoise dirigée par le député Marcel Parent, président de la Commission de l'Éducation, participait à la 38^{ème} session générale de la Conférence des ministres de l'Éducation des pays d'expression française (CONFEMEN) qui avait lieu les 10 et 11 avril à Cotonou, au Bénin. L'ordre du jour de la réunion comprenait les rapports du président et du secrétaire général et l'examen du budget de fonctionnement et des projets de programme. Le Québec, qui était avec la France en 1985 commissaire aux comptes, devait y présenter des recommandations en vue d'améliorer la gestion du Secrétariat. Le Québec consacrera \$75,000 à la CONFEMEN en 1986-1987 et les programmes auxquels il participera sont dans les domaines de l'enseignement des sciences au primaire, de l'enseignement du français langue seconde, du lien formation-emploi, de l'éducation pré-scolaire, de la formation des personnels scolaires et de la production de matériel didactique⁸.

Le ministre des Relations internationales soulignait dans un discours prononcé à Québec le 28 avril l'importance du Sommet francophone de Paris pour le Québec, qui lui a permis d'établir sa crédibilité sur la scène multilatérale tout en développant ses relations bilatérales avec certains des pays participants, particulièrement les pays d'Afrique francophone. Le ministre Rémillard se rendait d'ailleurs en mai dans trois de ces pays, la Tunisie, le Sénégal et la Côte d'Ivoire, un voyage dont l'un des objectifs consistait à consolider les liens établis à l'occasion du Sommet. Selon le ministre, le deuxième Sommet prévu pour l'automne 1987 permettra encore une fois au Québec de jouer un rôle diplomatique important, d'autant plus qu'il en sera l'hôte, et amènera d'autre part des retombées économiques intéressantes pour la région⁹.

D — Les autres organisations internationales

Le gouvernement du Québec signait le 8 avril avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) une entente portant sur un programme de formation agricole. Administrée par la FAO, l'entente prévoit l'octroi de bourses de perfectionnement qui permettront à des ressortissants de pays africains francophones d'effectuer des stages au Québec. Le Québec versera à \$75,000 à la FAO sur trois ans pour ce programme. Il s'agit de la première entente directe entre le gouvernement du Québec et cette organisation internationale¹⁰.

Le ministre délégué aux Mines, M. Raymond Savoie, se rendait à Genève en juin en compagnie du whip en chef du gouvernement, M. Yvon Vallières et du leader adjoint du gouvernement, M. Roger Lefebvre, afin de défendre le dossier de l'amiante à l'occasion de la 72^{ème} Conférence internationale du Travail. Les représentants des gouvernements québécois et canadien s'y sont employés à persuader les pays membres du Comité de l'amiante de la Conférence de ne pas recommander une interdiction de l'utilisation de ce minerai. Le Comité se prononçait finalement en faveur d'une limitation sévère de son utilisation et non de son interdiction. Une convention en ce sens était adoptée le 24 juin par la Conférence, ce dont le ministre Savoie se déclarait heureux¹¹.

8. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 7 avril 1986.

9. Ministère des Relations internationales, Cabinet du ministre, *Communiqué no. 86-04*, 28 avril 1986.

10. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 8 mai 1986, p. 2.

11. Denis DUFRESNE, *La Tribune*, 31 mai 1986, p. A5, cité par *L'Argus*, 4 juin 1986, p. A8; *Le Devoir*, 25 juin 1986, p. 3; Canada, Ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources, *Communiqué no. 86/108*, 25 juin 1986.

La Commission mondiale de l'environnement et du développement, commission indépendante qui doit remettre en 1987 à l'Assemblée générale des Nations Unies des recommandations en vue de trouver des solutions aux problèmes de l'environnement et du développement, était de passage au Québec et au Canada fin mai-début juin. Le ministre québécois de l'Environnement, M. Clifford Lincoln, proposait alors à la Commission l'adoption par les Nations Unies d'une Déclaration universelle de l'environnement. Dans un mémoire déposé auprès de la Commission lors de son passage à Québec le 1^{er} juin, M. Lincoln suggère en premier lieu l'adoption d'un Code d'éthique environnemental auquel les États, les entreprises privées et les organismes internationaux pourraient adhérer volontairement et qui s'appliquerait à tous les projets de développement. Ce code d'éthique pourrait se transformer par la suite en une Déclaration universelle de l'environnement sur le modèle de celle des Droits de l'homme. Le ministre propose également que soient reconnus le lien entre environnement et développement par l'intégration des préoccupations environnementales aux entreprises de développement économique – afin de soumettre celui-ci aux impératifs de la protection et de la sauvegarde du patrimoine naturel mondial –, ainsi que la responsabilité de tous les intervenants, privés, nationaux ou internationaux envers la préservation de ce patrimoine¹².

E — Le Québec et les États-Unis

1 – LA CONFÉRENCE DES GOUVERNEURS DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE ET DES PREMIERS MINISTRES DE L'EST DU CANADA

Le premier ministre Robert Bourassa et ses ministres du Commerce extérieur, de l'Énergie et des Ressources et de l'Environnement participaient à la 14^{ème} Conférence annuelle des Gouverneurs des États de la Nouvelle-Angleterre et des Premiers ministres des provinces de l'Est du Canada qui avait lieu à Lowell, au Massachusetts, du 11 au 13 juin. L'énergie, l'environnement et les échanges économiques constituent les sujets régulièrement abordés par les premiers ministres et les gouverneurs lors de leur rencontre annuelle. L'énergie était au cœur des préoccupations du Premier ministre du Québec qui devait notamment présenter devant la conférence un exposé sur le thème de « L'énergie: un élément de développement économique ». La veille de la conférence, M. Bourassa avait prononcé une conférence dans le cadre du *Annual Symposium of New England Utility Commissioners*, à Chatham, au Cape Cod.

Il avait, deux mois auparavant, eu l'occasion de discuter du dossier de l'énergie avec certains gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre lors d'un colloque international sur l'énergie organisé par le Comité international du Nord-Est sur l'énergie. Ce colloque, qui avait lieu à Québec du 9 au 11 avril, réunissait des hauts-fonctionnaires, des dirigeants d'organismes, des représentants d'entreprises privées et des scientifiques ainsi que des premiers ministres canadiens et des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre. Le premier ministre Bourassa avait eu à ce moment des entretiens avec M. Sununu du New Hampshire, M. O'Neill du Connecticut, M. DiPrete du Rhode Island, M. Dukakis du Massachusetts et Mme Kunin du Vermont. Au cours de la conférence, les gouverneurs ont souligné l'importance qu'ils accordaient à une diversification de leurs approvisionnements énergétiques¹³.

À Lowell, le Premier ministre lançait l'idée de la création éventuelle, dans le cas de certains contrats d'exportation d'énergie hydroélectrique, de filiales d'Hydro-Québec où les Américains pourraient être actionnaires minoritaires. Dans l'esprit de M. Bourassa, ceci

12. Louis-Gilles FRANCOEUR, *Le Devoir*, 2 juin 1986, p. 3; Raymond GAGNÉ, *Le Soleil*, 27 mai 1986, p. A4, cité par *L'Argus*, 27 mai 1986, p. A6.

13. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 11 avril 1986, pp. 1 et 8 et p. 2.

contribuerait à assurer aux Américains un sentiment de sécurité à l'endroit des approvisionnements en électricité québécoise et pourrait les convaincre d'acheter plus d'électricité du Québec et de participer ainsi au projet cher au Premier ministre d'une phase II de la Baie James destinée à l'exportation massive d'électricité. La création de filiales n'est cependant à l'heure actuelle qu'une hypothèse, soutenait Robert Bourassa¹⁴. De retour au Québec, il précisait que la société Hydro-Québec pourrait s'associer de deux façons à des capitaux américains: en investissant dans des compagnies américaines de services publics et en permettant à celles-ci d'investir dans une filiale d'Hydro-Québec pour la durée d'un contrat d'exportation pour lequel la construction de nouveaux barrages serait nécessaire¹⁵. À l'issue de la conférence, le gouverneur du Massachusetts, M. Michael Dukakis, déclarait que les gouverneurs se réuniraient à deux reprises à l'automne, en septembre et en décembre pour discuter notamment du dossier de l'énergie et déterminer leurs besoins d'importation¹⁶.

Au cours de la Conférence, le premier ministre du Québec devait présenter avec le gouverneur Sununu du New Hampshire le rapport du Comité international du Nord-Est sur l'énergie, avec le premier ministre du Nouveau-Brunswick et le gouverneur O'Neill du Connecticut, le rapport du Comité de coopération économique Nouvelle-Angleterre-Québec-Atlantique et avec le gouverneur du Massachusetts, M. Michael S. Dukakis, le rapport du Comité sur l'environnement de la Conférence¹⁷. Au sujet des pluies acides, les participants se sont mis d'accord entre autres choses pour proclamer en 1987 une semaine des pluies acides dans le but de sensibiliser la population, pour faire pression sur le président américain et demander que soient mises en oeuvre les recommandations du rapport des émissaires spéciaux MM. Drew et Lewis¹⁸. Premiers ministres et gouverneurs eurent aussi des échanges sur le libre-échange au cours d'un petit déjeuner privé et adoptèrent à la toute fin de la conférence, à l'initiative du premier ministre Hatfield du Nouveau-Brunswick, une proposition soulignant leur appui aux négociations canado-américaines en cours¹⁹.

2 - LES RELATIONS QUÉBEC-NEW YORK

Le gouverneur de l'État de New York, accompagné de membres de son gouvernement, était à Québec le 27 mai pour la rencontre annuelle Québec-New York instaurée en décembre 1983 par le premier ministre Lévesque et M. Mario M. Cuomo. Les deux hommes s'étaient rencontrés de nouveau un an plus tard à Albany et les entretiens entre M. Bourassa et le gouverneur Cuomo constituaient la troisième rencontre annuelle des dirigeants des deux gouvernements. L'énergie a occupé une place importante au cours de la rencontre. Le gouverneur de New York a déclaré que cet État était intéressé à acheter plus d'électricité du Québec, à condition que le prix lui convienne. S'il n'a pas un besoin urgent de cette énergie, l'État de New York veut toutefois effectuer une planification à moyen et long terme de ses besoins. Suivant une proposition de M. Cuomo, les deux hommes ont chargé l'Hydro-Québec et la New York Power Authority (NYPA) de trouver d'ici six mois une nouvelle formule de fixation du prix de l'électricité pour l'exportation à long terme, la formule actuelle basée sur le prix du pétrole devant être revue en raison des fluctuations importantes du prix de l'or noir. Trois ententes et une déclaration d'intention ont été signées à l'occasion de la venue au Québec de M. Cuomo. La première entente porte sur la coopération en matière d'énergie et se veut une entente-cadre pour toutes les actions de coopération Québec-

14. Rudy Le COURS, *Le Devoir*, 13 juin 1986, p. 2.

15. *Idem.* *Le Devoir*, 19 juin 1986, p. 11.

16. André FORGUES, *Le Soleil*, 14 juin 1986, p. A4, cité par *L'Argus*, 16 juin 1986, p. A9.

17. *Ibid.*, *Le Soleil*, 12 juin 1986, p. C6, cité par *L'Argus*, 12 juin 1986, p. A1.

18. *Ibid.*, p. A10.

19. Ross HOWARD, *The Globe and Mail*, 14 juin 1986, p. A4.

New York en ce domaine. Elle prévoit une coopération et des échanges d'information en ce qui concerne la prévision et la planification de la demande d'énergie ainsi qu'en matière de productivité énergétique et d'économies d'énergie, de développement des ressources énergétiques et des rapports entre l'énergie et l'environnement. Un comité mixte sera chargé de présenter un rapport sur les activités menées dans le cadre de l'entente au moment de la réunion annuelle du Premier ministre québécois et du gouverneur de New York. La seconde entente élargit à l'ensemble des questions environnementales, comme la gestion des eaux, la protection des milieux riverains et le traitement des déchets dangereux, l'entente existante sur les pluies acides. Une entente de réciprocité en matière de justice fut également signée et permettra l'exécution des ordonnances de pensions alimentaires dans les deux États. Dans le domaine de la justice, il a par ailleurs été convenu de poursuivre les efforts de coopération sur d'autres aspects de son administration et dans le secteur des services sociaux, de conclure rapidement une entente sur les enfants victimes de violence et disparus. La déclaration d'intention porte sur la sécurité routière, les deux parties espérant conclure avant la fin de l'année une entente prévoyant l'échange d'informations sur les infractions commises dans l'un ou l'autre territoire. MM. Bourassa et Cuomo ont enfin convenu de l'importance de poursuivre leurs consultations régulières²⁰.

Quelques jours plus tard, le ministre québécois de l'Environnement, M. John Ciaccia, témoignait à Albany devant le comité conjoint de l'énergie du Sénat et de la Chambre des représentants de l'État de New York. Le ministre se montrait par la suite très optimiste, disant avoir trouvé les divers témoins entendus, dont la NYPA, ainsi que les membres du Comité favorables à l'achat d'électricité québécoise plutôt qu'à l'option nucléaire ou au charbon. L'État de New York prévoit des besoins additionnels de 3,500 mégawatts d'ici quinze ans et le ministre Ciaccia croit que les deux tiers de ces approvisionnements pourraient se faire au Québec²¹.

3 – AUTRES QUESTIONS

La ministre des Affaires culturelles, Mme Lise Bacon, chargeait M. Francis Fox, ancien ministre fédéral des Communications, d'une mission auprès des distributeurs de films américains afin de leur faire comprendre la position du Québec au sujet de la réglementation québécoise à adopter pour permettre la mise en oeuvre de toutes les dispositions de la loi 109 et de faire part à la ministre de la réaction de ceux-ci. M. Fox se rendait à New York le 11 juin et devait faire rapport à la ministre avant la fin du mois²².

Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, M. Pierre MacDonald, déclarait en juin au cours d'un colloque international à Québec que son gouvernement entendait mettre de l'avant un projet d'établissement d'un corridor technologique entre Boston et Montréal. Des discussions auraient été entreprises avec les milieux universitaires et industriels de Boston en vue de faciliter les échanges de personnes, de bourses et la concentration de spécialités²³.

Des entreprises québécoises participaient avec l'aide du ministère du Commerce extérieur à quelques foires commerciales au printemps, notamment à la *Dallas Fall Market*

20. Gilles LESAGE, *Le Devoir*, 28 mai 1986, p. 2; Michel DAVID, *Le Soleil*, 28 mai 1986, p. A6, cité par *L'Argus*, 28 mai 1986, p. A1; Rapport conjoint des entretiens du Gouverneur et du Premier ministre, 27 mai 1986.

21. Claude PICHER, *La Presse*, 31 mai 1986, p. H2, cité par *L'Argus*, 2 juin 1986, p. A4; Françoise ROBERGE, *Finance*, 9 juin 1986, p. 11, cité par *L'Argus*, 13 juin 1986, p. B1.

22. Normand GIRARD, *Le Journal de Québec*, 12 juin 1986, p. 8, cité par *L'Argus*, 12 juin 1986, p. B3.

23. *Le Devoir*, 5 juin 1986, p. 13.

Week d'avril au Texas, au salon International Neocon du meuble de Chicago en juin et toujours en juin à l'exposition du *Construction Specifications Institute* de Los Angeles²⁴. Une mission regroupant des entreprises spécialisées dans la fabrication de pièces automobiles se rendait par ailleurs à Détroit à la fin d'avril pour rencontrer les représentants des grandes compagnies automobiles américaines²⁵.

F — Le Québec et l'Europe occidentale

1 — LA BELGIQUE

Le secrétaire d'État du Commerce extérieur de Belgique, M. Étienne Knoops, effectuait une visite officielle au Québec en juin. M. Knoops eut des entretiens avec les ministres québécois des Relations internationales et du Commerce extérieur, MM. Rémillard et MacDonald, et effectua des visites au Centre de recherche industrielle du Québec et chez une entreprise informatique québécoise²⁶.

Les représentants de la Flandre et du Québec tenaient à Québec au début de mai une première réunion dans le cadre de l'entente de coopération scientifique et technologique signée l'automne dernier entre les deux parties. La recherche en biotechnologie, la micro-informatique, la micro-électronique et la télématique sont les secteurs retenus pour le développement de projets de coopération. Les parties se sont également entendues sur la tenue annuelle d'un séminaire réunissant des scientifiques sur des sujets d'intérêt commun ainsi que sur l'échange de missions, l'organisation de stages de formation et l'octroi de bourses de recherche. La prochaine réunion doit avoir lieu en Flandre en mai 1987²⁷. Le Québec recevait par ailleurs au début de juin le ministre des Relations extérieures de la Communauté flamande, M. Paul Deprez²⁸.

Plusieurs entreprises, organismes et ministères québécois participaient du 19 avril au 4 mai à la Foire internationale de Liège, où le Québec était l'invité d'honneur. Le ministre québécois du Commerce extérieur et du Développement technologique, M. Pierre MacDonald, se rendait à Liège pour procéder à l'inauguration de cette foire commerciale²⁹.

2 — LA FRANCE

Le gouvernement du Québec recevait la secrétaire d'État auprès du Premier ministre français chargée de la Francophonie, Mme Lucette Michaux-Chevry, du 11 au 13 mai. Responsable du suivi du Sommet francophone, Mme Michaux-Chevry eut entre autre des entretiens avec la vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles, Mme Lise Bacon et avec le responsable des relations internationales, M. Gil Rémillard³⁰.

Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, M. Pierre MacDonald, était à Paris à la mi-avril. Il présentait devant la Chambre de commerce France-

24. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, *Communiqué de presse*, 4 avril 1986; Ministère des Relations internationales.

25. Ministère des Relations internationales.

26. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse no. 11*, 9 juin 1986.

27. *Ibid.*, *Communiqué no. 5*, 7 mai 1986.

28. Ministère des Relations internationales.

29. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, *Communiqué de presse*, 18 avril 1986.

30. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse no. 6*, 9 mai 1986.

Canada les grandes orientations du gouvernement québécois en matière de politique économique³¹.

Le délégué général du Québec en France, M. Jean-Louis Roy était reçu au cours du trimestre par le président Mitterrand, le premier ministre Chirac et le chef de la diplomatie française, M. Jean-Bernard Raimond. M. Roy rencontrait MM. Mitterrand et Raimond le 23 avril et M. Jacques Chirac le 19 juin. Le Premier ministre français confirmait à ce moment sa venue au Québec à l'automne pour la rencontre annuelle des premiers ministres français et québécois³².

Enfin, la France et le Québec signaient le 2 juin un protocole d'entente sur la protection des étudiants et des coopérants scientifiques et techniques³³.

3 – L'ITALIE

Le président de la République italienne, M. Francesco Cossiga, était en visite au Québec le 13 juin. M. Cossiga eut notamment des entretiens avec le premier ministre Bourassa et le ministre des Relations internationales et fut reçu à l'Assemblée nationale. Il prononçait d'autre part le discours de clôture de la IV^{ème} Conférence internationale de droit constitutionnel qui avait lieu à Québec³⁴.

4 – LE LUXEMBOURG

Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, au Commerce extérieur et à la Coopération du Grand Duché de Luxembourg, M. Robert Goebbels, était en visite officielle au Québec du 26 au 28 mai. Il devait rencontrer le ministre québécois des Communications, M. Richard French, pour discuter de câblo-distribution, d'homologation de matériels, de productions télévisées et de logiciels, le sous-ministre des Relations internationales, M. Léo Paré, pour aborder le dossier de la Francophonie et le sous-ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, M. Camille Limoges, pour discuter du système universitaire québécois³⁵.

G — Le Québec et l'Afrique (sud du Sahara)

Le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, effectuait une tournée en Afrique francophone qui le menait du 16 au 27 mai en Tunisie, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Le communiqué faisant état du voyage du M. Rémillard précise les objectifs de la mission qui sont de consolider les liens établis à l'occasion du Sommet francophone de Paris, de discuter de l'orientation des dossiers de coopération déjà engagés avec les pays visités, d'effectuer les démarches préliminaires à l'ouverture d'une délégation du Québec en Afrique, de lancer des « projets d'envergure » et de préparer un voyage que pourrait effectuer le Premier ministre québécois en Afrique³⁶.

À Tunis, le ministre Rémillard rencontrait plusieurs membres du gouvernement tunisien et notamment le Premier ministre Mohamed Mzali. Il fut question du Deuxième sommet francophone et de la coopération bilatérale entre la Tunisie et le Québec dans les secteurs de

31. Ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique.

32. Jean-Paul BURY *Le Devoir*, 13 juin 1986, p. 3; *La Presse*, 20 juin 1986, p. B1, cité par *L'Argus*, 20 juin 1986, p. A17.

33. *La Presse*, 3 juin 1986, p. B1, cité par *L'Argus*, 3 juin 1986, p. A3.

34. Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse no. 12*, 11 juin 1986.

35. *Ibid.*, *Communiqué de presse no. 9*, 26 mai 1986.

36. Ministère des Relations internationales, Cabinet du ministre, *Communiqué*, 13 mai 1986.

la technologie de pointe, de la santé, de l'informatique et de l'éducation. L'importance de favoriser le développement des échanges commerciaux a aussi été soulignée, le ministre Rémillard faisant état de l'expertise québécoise en matière de génie conseil. Le Premier ministre de Tunisie se serait par ailleurs montré intéressé, selon les sources gouvernementales, à la venue éventuelle de M. Bourassa et à l'ouverture d'une délégation du Québec en Afrique. Le ministre des Relations internationales eut également des entretiens avec le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Ahmed Ben Arfa et avec le ministre des Affaires étrangères, M. Beji Caid Essebsi, qui a souhaité le développement de la coopération Québec-Tunisie et avec qui M. Rémillard a aussi discuté de la Francophonie et de l'importance de relancer l'ACCT, de la paix et de questions reliées à l'industrie touristique. La coopération dans le domaine de la santé a enfin fait l'objet de discussions entre M. Rémillard et la ministre tunisienne de la Santé publique, Mme Souad Lyagoubi Ouahchi qui a souhaité un élargissement de la coopération actuelle aux domaines de la gestion des hôpitaux, du recyclage des cadres et de l'informatisation des structures³⁷.

À Dakar, où il passait trois jours, le ministre Rémillard fut reçu par le président Abdou Diouf. La Francophonie et la coopération bilatérale furent au coeur des échanges entre les deux hommes. M. Rémillard a notamment demandé au chef de l'État sénégalais son aide pour faire du Sommet de Québec un succès. Il souhaiterait que M. Diouf, qui est président de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), persuade les États africains francophones n'ayant pas participé au Sommet de Paris de prendre part à celui de Québec³⁸. Il a d'autre part effectué un rapprochement entre l'orientation économique des gouvernements québécois et sénégalais tous deux déterminés à accroître le rôle du secteur privé et mentionné certains domaines où les entreprises québécoises pourraient participer au développement du Sénégal comme la distribution alimentaire, les pêches, la foresterie, la formation technologique, l'informatique et la gestion. Le ministre Rémillard s'est aussi fait auprès du président le promoteur d'un projet d'investissement privé au Sénégal. Il eut d'autres entretiens avec les ministres de la Culture et de la Justice ainsi qu'avec un député, M. Christian Valantin travaillant avec le président au dossier de la Francophonie³⁹.

En Côte d'Ivoire, le ministre eut encore des entretiens avec plusieurs membres du gouvernement. Avec M. Mathieu Ekka, ministre d'État assurant l'intérim de la présidence, il fut surtout question de la Francophonie. Il rencontra également le ministre de l'Industrie, M. Bernard Ehui, le ministre des Mines représentant son collègue du Commerce, M. Paul Gui Dibo, le ministre Bernard Dadié des Affaires culturelles, le ministre de l'Éducation et de la Recherche scientifique, M. Bella Keita et le ministre de l'Agriculture, des Eaux et des Forêts, M. Denis Bra Kanon. Au nombre des questions commerciales bilatérales abordées, le ministre Rémillard a mentionné l'intérêt du Québec envers le développement de l'industrie du bois de tek et discuté de l'étude conjointe de techniques de radiation et de réfrigération mises au point par l'Institut Armand Frappier pour le transport des fruits et légumes. Il fut par ailleurs question de coopération en éducation, formation et recherche scientifique, de l'informatisation du système d'éducation ivoirien et de coopération interuniversitaire⁴⁰.

M. Rémillard eut au cours de son séjour en Côte d'Ivoire des rapports avec des organisations internationales africaines. Il tint une séance de travail avec le secrétaire administratif du Conseil de l'Entente, M. Paul Kaya et rencontra le vice-président de la Banque africaine de développement, M. Buhite⁴¹.

37. *Ibid.*, *Communiqué*, 21 mai 1986.

38. *Le Droit*, 26 mai 1986, p. 16, cité par *L'Argus*, 30 mai 1986, p. A17.

39. Ministère des Relations internationales, Cabinet du ministre, *Communiqué*, 22 mai 1986.

40. Ministère des Relations internationales.

41. *Ibid.*

Quelques ministres africains étaient de passage au Québec au printemps. Le ministre de l'Éducation du Cameroun, M. Robert MBella Mbappe s'y trouvait le 22 mai, le ministre des Affaires étrangères d'Éthiopie, M. Goshu Woldei et le ministre de la Justice du Sénégal, M. Seydou Madami Sy au début de juin et enfin le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération du Bénin, M. Frederic Assogba Affo à la mi-juin⁴².

Le ministre des Relations internationales exprimait l'opposition de son gouvernement à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud au cours d'une conférence internationale sur les droits de la personne qui avait lieu à Québec à la mi-juin. M. Rémillard déclarait que le Québec entendait « prendre les mesures adéquates en conséquence ». Pour ce qui est des placements faits par la Caisse de dépôt et de placement du Québec dans les entreprises qui font affaire en Afrique du Sud, relevés dans un rapport préparé à l'automne 1985 par la CSN, le ministre des Relations internationales mentionnait qu'une « décision prochaine » serait prise. Le ministre des Finances, M. Gérard D. Lévesque, déclarait pour sa part en Chambre qu'il était intervenu auprès du président de la Caisse et avait reçu l'assurance que celui-ci exprimait chaque fois qu'il en avait l'occasion les préoccupations suscitées par les entreprises québécoises pouvant faire affaire avec l'Afrique du Sud⁴³. Le premier ministre Bourassa avait pour sa part eu un entretien avec l'évêque sud-africain Desmond Tutu lors de son passage à Montréal le 2 juin et avait assuré celui-ci que son gouvernement examinerait les intérêts de la Caisse de dépôt en Afrique du Sud⁴⁴.

H — Chronologie thématique*

Le ministre des Relations internationales en Italie

28 au 31 mai:

Le ministre des Relations internationales, M. Gil Rémillard, est en Italie afin de discuter avec les représentants du Québec dans ce pays de la réorganisation des bureaux du Québec de Milan et de Rome.

Le Québec et la Hongrie

5 juin:

Le ministre du commerce international de Hongrie, M. Pierre Veress, est de passage au Québec.

Le Québec et Madagascar

30 mai:

Visite au Québec du conseiller spécial du président de Madagascar, M. Nirina Andriamanerasoa.

16 juin:

Le ministre des Finances et de l'Économie de Madagascar, M. Pascal Rakotomavo, est au Québec et a un entretien avec le ministre des Relations internationales.

42. *Ibid.*

43. Mario ROY, *La Presse*, 14 juin 1986, p. A5, cité par *L'Argus*, 16 juin 1986, p. A11; *Le Devoir*, 22 avril 1986, p. 11.

44. Paule des RIVIÈRES, *Le Devoir*, 3 juin 1986, pp. 1 et 8.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Le Québec et le pays Basque

18 juin:

Le ministre des Finances et de l'Économie du pays Basque, M. Fernando Español, est au Québec où il rencontre le ministre des Relations internationales.

L'énergie et les États-Unis

17 et 18 avril:

Le ministre de l'Énergie et des Ressources, M. John Ciaccia, est à Boston où il participe avec des membres de l'Assemblée nationale, à une réunion du Comité sur l'énergie du Council of State Governments. M. Ciaccia rencontre également des représentants du gouvernement et de l'entreprise privée du secteur de l'énergie.

Export Action 1986

15 et 16 mai:

Le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique réunit à Québec et à Montréal ses conseillers économiques oeuvrant à l'étranger afin qu'ils puissent rencontrer les gens d'affaires québécois.

Tourisme

10 avril:

Le ministre du Tourisme, M. Yvon Picotte, annonce que le tourisme a rapporté \$3 milliards au Québec en 1985, une augmentation de 5,9 % par rapport à l'année 1984.

12 juin:

Le président du Conseil du Trésor, M. Paul Gobeil, demande l'approbation de l'Assemblée nationale pour des crédits additionnels de \$28,2 millions s'ajoutant aux crédits présentés à la fin mars. De ce montant, \$1 million est prévu pour la promotion touristique.

Mission commerciale néerlandaise au Québec

mi-avril:

Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, M. Pierre MacDonald, rencontre les membres d'une mission commerciale néerlandaise formée de représentants de compagnies d'assurance, de caisses de retraite et de sociétés de fiducie venus explorer les possibilités d'investissement au Canada.

Journées d'information à l'intention du corps consulaire

8 et 9 mai:

Comme chaque année à la même période, le gouvernement québécois tient à l'intention des membres du corps consulaire des séances d'information. Le Premier ministre et ses ministres des Relations internationales, du Commerce extérieur, des Affaires culturelles, des Finances, de l'Éducation, de la Santé, ainsi que le président du Conseil du Trésor y présentent des exposés sur les orientations et les politiques du gouvernement.

Subventions aux ONG québécoises

12 juin:

Le ministre des Relations internationales annonce le versement d'une subvention de \$310,000 au Fonds délégué AQOCI-MRI (Association québécoise des organismes de coopération internationale-Ministère des Relations internationales) pour 1986-1987. Constitué en 1978, le Fonds géré par l'AQOCI sert à soutenir les activités des ONG québécoises dans les pays en développement. Le MRI avait versé \$380,000 au Fonds en 1985-1986.